



Le 5 mai 2022

Monsieur Alexandre Longpré  
Greffier, Comité permanent de  
l'environnement et du développement  
durable  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

**Objet : Étude du Comité ENVI sur les subventions aux combustibles fossiles**

L'Association canadienne de l'industrie de la chimie (ACIC) est reconnaissante de l'occasion qui lui est donnée de communiquer son point de vue au Comité permanent de l'environnement et du développement durable de la Chambre des communes dans le cadre de son étude sur les subventions aux combustibles fossiles au Canada.

L'ACIC représente les chefs de file des secteurs de la chimie et du plastique du Canada. Nos membres sont des innovateurs, des fournisseurs de solutions et des pionniers de l'intendance de calibre mondial. Nos membres constituent une industrie de 85 milliards de dollars qui génère près de 200 000 emplois; ils transforment les matières premières en composantes de base nécessaires à la fabrication de quelque 70 000 produits dont nous dépendons tous les jours.

Malgré la pandémie de COVID-19, la demande en produits chimiques n'a pas ralenti —, en fait, le besoin pour les produits de notre secteur n'a jamais été aussi grand. Les secteurs de la chimie et du plastique sont les pierres angulaires de la fabrication mondiale et fourniront les produits essentiels à la réduction des émissions dans d'autres secteurs. On estime que d'ici 2050, la production chimique mondiale devra tripler de volume pour relever les défis économiques futurs et atteindre les objectifs de réduction des émissions et d'économie circulaire. L'avenir à faibles émissions de carbone nécessitera plus de chimie, pas moins.

Le Canada se trouve dans une position unique parmi ses pairs en ce sens que la production de produits chimiques au pays est alimentée par les liquides de gaz naturel à faible teneur en carbone, ce qui garantit que nos produits sont parmi les plus faibles en carbone au monde. Le gouvernement doit faire preuve de prudence afin de ne pas qualifier de « subventions aux combustibles fossiles » les mesures de soutien à l'investissement qui permettent à l'industrie canadienne d'investir les milliards de dollars nécessaires pour aider le secteur de la chimie à atteindre l'objectif d'émissions nettes nulles. S'il est mis en œuvre en collaboration avec l'industrie, le plan fédéral zéro émissions nettes pourrait renforcer le secteur canadien de la chimie et des plastiques et contribuer à rendre l'économie canadienne plus résiliente et concurrentielle.



## La voie vers la carboneutralité

Les voies vers la carboneutralité prennent de nombreuses formes, dont l'une est le déploiement des technologies les plus récentes et les plus faibles émissions. Dans un autre scénario, la fermeture d'installations, la cessation des émissions et l'importation des produits chimiques et des plastiques nécessaires constituent une autre voie, bien que cela puisse simplement entraîner des émissions mondiales plus importantes provenant de pays qui n'ont pas les mêmes matières premières à faible teneur en carbone ou les mêmes normes environnementales que le Canada. En effet, le Canada est déjà un chef de file mondial en matière de production de produits chimiques et de plastiques à faibles émissions en carbone, et pourrait saisir d'autres possibilités de réduction des émissions.

Par exemple, le secteur canadien de l'électrochimie est déjà sur le point d'atteindre une production zéro émissions nettes grâce à son réseau électrique à faibles émissions. Ce secteur fabrique des produits importants pour maintenir une eau potable sécuritaire et traiter les eaux usées municipales. Il fournit également des intrants importants à des secteurs industriels essentiels comme la foresterie, les mines et l'agriculture.

Toutefois, le secteur de la chimie au Canada est énergivore et bon nombre de nos membres dépendent actuellement des combustibles fossiles comme charge d'alimentation, principalement de combustibles de la chaîne de valeur du gaz naturel (méthane, éthane, propane et butane), mais aussi du pétrole brut<sup>1</sup>. La réduction des émissions liées aux procédés dans notre secteur est essentielle pour que nos produits chimiques demeurent parmi les produits ayant la plus faible intensité de carbone à l'échelle mondiale.

L'hydrogène devrait constituer une importante voie vers la décarbonisation, et notre secteur est bien placé pour contribuer à l'approvisionnement compte tenu du lien avec les procédés industriels chimiques. L'hydrogène est souvent un sous-produit des procédés de production chimique qui peut être utilisé comme combustible pour produire de la chaleur et comme charge d'alimentation pour la production chimique, ou encore qui peut être capté et utilisé pour d'autres procédés industriels. Tout effort de réduction de la teneur en carbone de nos produits aidera le Canada à se démarquer, à un moment où les entreprises et les consommateurs sont de plus en plus conscients des produits qu'ils achètent et du mode de vie qu'ils mènent.

Pour ces motifs, l'ACIC se réjouit des nombreuses mesures contenues dans le Budget fédéral 2022 du 7 avril qui aideront à attirer les investissements en vue de la transition vers un secteur carboneutre fondée sur l'économie circulaire du secteur canadien de la

---

<sup>1</sup> Des combustibles à faible teneur en carbone comme l'hydrogène bleu et le méthane renouvelable pourraient être utilisés dans les procédés chimiques pour réduire les émissions, mais le marché de ces combustibles est actuellement de petite taille.

chimie et des plastiques. Pour réussir, notre secteur devra attirer **des centaines de milliards de dollars** en nouveaux investissements dans les prochaines décennies.

### **Captage, utilisation et stockage du carbone**

Les gouvernements au Canada ont déjà adopté plusieurs vecteurs stratégiques afin d'aider à l'atteinte des objectifs de carboneutralité du pays, y compris la tarification du carbone et l'adoption de normes en matière d'intensité en carbone des combustibles fossiles, mais des politiques ciblées doivent être mises en œuvre pour que des voies technologiques particulières telles que le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CUSC) soient déployées à grande échelle. Le CUSC jouera un rôle important dans la réduction des émissions produites par la fabrication de produits chimiques. L'Agence internationale de l'énergie estime que près de 38 % des émissions de CO<sub>2</sub> dans le secteur de la chimie pourraient être captées grâce à un déploiement étendu des technologies de CUSC<sup>2</sup>. Pour tirer parti de ces possibilités de réduction, il est essentiel que les décideurs soient conscients des subtilités du secteur canadien de la chimie, des procédés de fabrication complexes utilisés, des accords commerciaux courants dans notre industrie et de l'importance de la compétitivité économique qui sous-tend toutes les décisions commerciales du secteur.

L'ACIC a accueilli favorablement le crédit d'impôt à l'investissement pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone du gouvernement fédéral, qui respecte et tient compte de l'équipement de captage du carbone, du transport et de l'infrastructure de stockage, et comprend des investissements qui utilisent le carbone capté dans de nouveaux processus. Un crédit d'impôt de cette ampleur renforce les arguments en faveur de la modernisation des installations existantes, de la conception et de la construction de nouvelles installations avec le CUSC et de la construction d'une nouvelle économie qui utilise le carbone capturé comme matière première.

### **Une économie circulaire pour les plastiques**

La chimie et les plastiques permettent notre mode de vie moderne et durable et sont essentiels au développement d'une économie prospère pour le Canada. Étant donné que la population mondiale devrait croître de 28 % d'ici 2050, la demande en plastiques augmentera. Il est essentiel de développer une économie circulaire pour les plastiques afin que nous puissions profiter de façon responsable des avantages des plastiques et que ces derniers demeurent dans l'économie, mais hors de l'environnement.

Aujourd'hui au Canada, en raison d'un tri inadéquat, de la contamination, de marchés finaux limités et de l'inutilisation de toutes les technologies disponibles, 86 % de tous les plastiques post-consommation trois millions de tonnes, finissent dans des sites d'enfouissement chaque année. Traditionnellement, les divers problèmes liés au

---

<sup>2</sup> Agence internationale de l'énergie, « [Transforming Industry Through CCUS](#) », mai 2019.

recyclage se sont traduits par de faibles taux de recyclage à l'échelle du pays (p. ex. problèmes techniques, manque d'infrastructure, comportement inadéquat des consommateurs, marchés finaux limités). En traitant le plastique de post-consommation comme un déchet plutôt que comme une ressource, le manque à gagner sur le coût du plastique non récupéré est de 7,8 milliards de dollars par année et devrait atteindre 11,1 milliards de dollars par année d'ici 2030.

La mise en place d'une économie circulaire pour les plastiques nécessitera une collaboration entre les gouvernements, les entreprises, les universitaires et les scientifiques pour élaborer des solutions qui amélioreront les systèmes de recyclage, appuieront l'innovation et élargiront les marchés finaux pour les plastiques. Des stratégies d'économie circulaire pour les secteurs des plastiques et de la chimie du Canada permettraient également de réaliser d'importantes économies d'émissions de GES et aideraient le Canada à atteindre ses objectifs stratégiques de carboneutralité d'ici 2050.

En tant que secteurs manufacturiers de pointe, les industries de la chimie et des plastiques sont essentielles pour d'autres secteurs (p. ex. bâtiments, aérospatiale, automobile, aliments et boissons) et ont la capacité d'innover et d'offrir des solutions à faible émission de carbone aux clients en aval. L'ACIC appuie l'investissement du gouvernement fédéral visant à accroître la circularité du plastique et a demandé un appui financier à l'innovation dans ce domaine pour faciliter la création d'un nouveau consortium pancanadien dirigé par l'industrie et axé sur des solutions de fabrication de pointe dans la chaîne de valeur de la chimie et des plastiques à l'appui d'une économie circulaire.

Un tel financement pourrait permettre de développer un écosystème national de PME, d'entreprises, de gouvernements, d'investisseurs de l'industrie et d'établissements de recherche qui regrouperait les intervenants et les partenaires et permettrait de commercialiser et de mettre à l'échelle les innovations en économie circulaire. Les domaines prioritaires d'investissement public-privé dans des solutions novatrices seraient les suivants :

- Infrastructure de recyclage – La modernisation de l'infrastructure de tri et de recyclage mécanique du Canada créerait une résilience nationale à l'égard d'une ressource en forte demande et entraînerait une réduction importante des émissions de GES grâce aux plastiques recyclés contenus dans les produits comparativement aux plastiques de première transformation (vierges). Les investissements dans la technologie et l'infrastructure pourraient créer des économies d'échelle dans des centres de recyclage distincts en Ontario, en Alberta, au Québec et en Colombie-Britannique.
- Accélération des technologies de recyclage de pointe – La mise à l'échelle et la commercialisation des technologies de recyclage de pointe offrent d'importants avantages environnementaux. Ces technologies peuvent transformer les plastiques après usage en composantes moléculaires qui les rendent impossibles à distinguer

des plastiques primaires (vierges). Leur déploiement est essentiel pour éliminer les déchets plastiques et faire circuler continuellement les plastiques dans l'économie.

- Technologies de décarbonisation industrielle dans l'ensemble de la chaîne de valeur des plastiques – Mise au point d'innovations technologiques qui permettront de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> tout au long de la chaîne de valeur des plastiques, de la fabrication de résine au recyclage avancé, y compris les projets susmentionnés. Le Canada sera ainsi le principal producteur de résine à faible teneur en carbone et de plastiques recyclés, ce qui procurera un avantage mondial imbattable aux fabricants utilisant des plastiques recyclés.

Le développement de solutions durables au sein de la chaîne de valeur des secteurs de la chimie et des plastiques ainsi que dans tous les segments et secteurs du marché aiderait le Canada à atteindre ses objectifs de carboneutralité d'ici 2050. Le résultat serait de créer un avantage à faible empreinte carbone pour tous les secteurs manufacturiers du Canada qui utilisent et vendent des produits en plastique à l'échelle nationale et internationale.

## **Conclusion**

Les produits chimiques sont les piliers de l'économie moderne. Quatre-vingt-quinze pour cent de tous les produits manufacturés – allant des appareils ménagers aux automobiles, en passant par les emballages alimentaires sécuritaires et sanitaires en plastique et le désinfectant pour les mains – dépendent de la chimie. La chimie et les plastiques joueront un rôle essentiel dans l'avenir d'un Canada axé sur la carboneutralité et l'économie circulaire. L'industrie de la chimie investira des milliards de dollars dans ces domaines dans les années à venir. La création des conditions propices à l'investissement (et aux dépenses en capital privé) au Canada plutôt que dans d'autres administrations appuie les objectifs de la politique publique économique et environnementale du gouvernement.

Il est prioritaire de s'assurer que le Canada est en mesure d'attirer les investissements nécessaires. Les gouvernements de l'ensemble du Canada le savent et ils reconnaissent le potentiel du secteur. Toutefois, il reste encore du travail à faire étant donné que les investissements au Canada ont accusé un retard par rapport à d'autres pays de premier plan au cours des dernières années.

Les décideurs sont conscients de ces défis. L'Alberta, par l'entremise de l'Alberta Petrochemicals Incentive Program (programme d'incitation aux produits pétrochimiques de l'Alberta) a reconnu la valeur ajoutée que la chimie et les plastiques apportent à l'économie. L'Ontario et le Québec reconnaissent aussi le rôle essentiel de la chimie dans la fabrication de batteries de pointe. Tous les ordres de gouvernement sont conscients du rôle unique que l'hydrogène jouera en tant que vecteur énergétique dans un avenir à faibles émissions de carbone. Le Canada peut être à l'avant-garde de l'adoption du CUSC dans le secteur de la chimie, et le crédit d'impôt à l'investissement prévu dans le Budget de 2022 est un pas dans la bonne direction. Le monde aura besoin de plus des produits

chimiques et plastiques canadiens à faibles émissions, et il est essentiel d'attirer ces investissements au Canada, où les changements climatiques et les considérations environnementales sont prioritaires.

Sincères salutations,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Bob Masterson', with a stylized flourish extending to the right.

Bob Masterson  
Président-directeur général